

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 12/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



TITANOBEL

ETABLISSEMENT DE VONGES
Route de Pontailler
21270 VONGES

Références : SeS/MS/2022-312
Code AIOT : 0005401343

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/07/2022 dans l'établissement TITANOBEL implanté Route de Pontailler 21270 VONGES. L'inspection a été annoncée le 02/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TITANOBEL
- Route de Pontailler 21270 VONGES
- Code AIOT : 0005401343
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

L'installation est autorisée pour la fabrication et le stockage d'explosifs. Le site est SEVESO Seuil Haut.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale sous-traitance sur les sites SEVESO

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	SGS	AP Complémentaire du 25/08/2011, article 7.1.2	/	Sans objet
4	Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
6	Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
8	Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
9	Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
10	Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
11	Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
13	Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
14	Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet
15	Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
3	Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
5	Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
12	Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'établissement TITANOBEL de Vonges visait à contrôler la thématique de gestion de la sous-traitance, notamment à travers le système de gestion de la sécurité (SGS).

Il a été constaté que différentes procédures encadrent la formation et les interventions du personnel sous-traitant. L'exploitant a mis en place des sessions de sensibilisation à destination des personnels des entreprises extérieures sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident.

L'organisation présentée est perfectible notamment pour tout ce qui concerne les vérifications des différents points détaillés dans les procédures, l'organisation des différents temps préalables avant toute intervention sur site et la procédure permis de feu. Cette dernière est particulièrement lacunaire et devra être modifiée pour tracer l'ensemble des actions attendues lors de la délivrance, la mise en place et les contrôles de ce permis.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/08/2011, article 71.2
Thème(s) : Risques accidentels, SGS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un Système de Gestion de la Sécurité (SGS) répondant aux exigences de l'article 7 et de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs est défini et mis en application.</p> <p>En particulier, des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté la procédure PRS-03-01 "Maîtrise des interventions réalisées sur les sites TITANOBEL" version du 13/02/2015. Il s'agit d'une procédure groupe rattachée au SGS groupe. Elle est complétée par différentes procédures dont la procédure INS-03-13 qui traite de la formation des entreprises extérieures.</p> <p>Cette procédure spécifie les règles, les conditions et le suivi des opérations réalisées sur les sites.</p> <p>Différentes modalités sont précisées en fonction du type d'intervention et du personnel concerné (salariés de Titanobel ou entreprises extérieures). L'aspect co-activité est également traité dans cette procédure.</p> <p>Cette procédure encadre la réalisation des plans de prévention notamment et décrit le déroulé de la rédaction des plans de prévention. Elle prévoit notamment une étape d'inspection commune préalable qui est réalisée au minimum 3 jours avant l'intervention (cas numéro 3 de la procédure PRS-01-03) ou le jour même (cas numéro 2 de la procédure PRS-01-03).</p> <p>Lorsqu'une entreprise extérieure intervient dans une zone où des matières dangereuses sont présentes, cette inspection doit être réalisée au minimum 3 jours avant l'intervention.</p> <p>Or, l'exploitant indique qu'il retire les matières dangereuses du bâtiment avant l'intervention afin de pouvoir réaliser l'inspection commune le jour même. Le retrait des matières dangereux n'est ni tracé via la procédure PRS-01-03 ni dans le plan de prévention. Cette pratique n'est pas conforme à la procédure PRS-03-01.</p> <p>NON-CONFORMITE: L'exploitant doit modifier la procédure PRS-03-01 en fixant toutes les conditions requises pour que le retrait préalable des matières dangereuses soit réalisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en toute sécurité (avec transfert au besoin dans un lieu adapté) ; • que le nouveau lieu de stockage soit adapté ; • que le plan de prévention intègre et trace notamment une vérification du retrait effectif des matières dangereuses avant intervention de l'entreprise extérieure et les conditions à réunir avant le retour des matières dangereuses sur le lieu concerné. <p>La temporalité de la réalisation de l'inspection commune avant l'intervention doit être revue et justifiée.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Organisation, formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation Formation – Liste sous-traitants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées. Sous-thème abordé : Liste sous-traitants
Constats : L'exploitant dispose d'une liste de personnes de 53 entreprises qui ont reçu la formation entreprises extérieures. Cette formation est valable 3 ans. Cette liste est consultable par tous les services. Le service HSE programme les formations entreprises extérieures nécessaires et tient à jour la liste. Les besoins sont remontés directement au service HSE par les services concernés. Ce point n'appelle pas d'observation particulière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Organisation, formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation Formation – Conduite accident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu. Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.
Constats : Une sensibilisation sur la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident est dispensée par le service HSE au personnel des entreprises sous-traitantes appelé à intervenir sur les deux sites. La présentation effectuée comprend plusieurs points explicitant la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident. Le schéma d'alerte est précisé ainsi que les gestes à avoir, les points de rassemblement et le déclenchement de la sirène du POI. Le POI n'est pas transmis, en tant que tel, aux entreprises sous-traitantes. Ce point n'appelle pas d'observation particulière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, PPAM – Formation / documentation – Plan formation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : La formation entreprises extérieures est dispensée pendant environ 2 H. Elle présente les risques des installations, les consignes en cas d'incident ou d'accident. Elle est dispensée par le service HSE. Par sondage, la formation du 11/07/2022 a été consultée : la signature des agents formés et le report dans la liste des personnels extérieurs formés sont bien effectués. DEMANDE DE COMPLÉMENT : Les consignes en cas d'incendie spécifient, dans certains cas, de combattre le feu. L'exploitant précisera comment il s'assure de la formation à la manipulation des extincteurs des entreprises extérieures. Cette remarque s'applique également pour tout besoin spécifique de formation (travail en hauteur, travaux électriques ...).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, PPAM- Formation / documentation – Contenu des formations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. Sous-thème abordé : contenu des formations
Constats : Au regard des points contrôlés par sondage, l'inspection des installations classées n'a pas de remarque sur le contenu de la formation. Les risques particuliers de l'installation sont détaillés et explicités lors de la formation. Ce point n'appelle pas d'observation particulière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, PPAM – Formation / documentation – Renouvellement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. Sous-thème abordé : Formation / documentation – Renouvellement
Constats : La formation sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident est organisée à la demande du service qui a besoin d'une intervention extérieure (si le personnel n'est pas déjà formé). Il n'y a pas de renouvellement automatique. La formation est valable 3 ans. Une liste précise les noms, noms d'entreprise et date de formation. La procédure en vigueur prévoit une fréquence de renouvellement de 3 ans. Compte tenu des risques présents sur les sites et de la spécificité des matières, l'inspection des installation classée a demandé à l'exploitant comment cette périodicité a été définie, notamment pour des entreprises n'intervenant qu'une ou deux fois dans l'année. L'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer les raisons de la définition de cette périodicité. DEMANDE DE COMPLÉMENTS : Il est demandé à l'exploitant de modifier la formation sur les risques des installations, notamment en initiant une réflexion sur le contenu, le format, le contrôle des connaissances et la fréquence de formation des entreprises sous-traitantes et intervenants extérieurs.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, PPAM – Formation / documentation – Formations suivies
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. Formation /documentation – Formations suivies
Constats : Une liste reprenant l'ensemble des personnes formées (nom, nom de l'entreprise, date de fin de validité de la formation, formateur) est tenue à jour par le service HSE. Les vérifications effectuées par l'Inspection par sondage entre la liste et les intervenants mentionnés sur les plans de prévention n'ont pas mis en évidence d'anomalie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, PPAM – Formation / documentation – Contrôle formation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que l'agent d'accueil vérifie si la personne qui intervient a bien signé le plan de prévention. Chaque service qui sollicite l'intervention d'une entreprise extérieure est responsable de vérifier si le plan de prévention est signé par des personnes formées ou dont la formation est bien programmée. Dans certaines situations, la personne signataire du plan de prévention n'est pas la personne qui réalise l'intervention mais un représentant de l'entreprise extérieure. DEMANDE DE COMPLÉMENTS : Il est demandé à l'exploitant de proposer un système plus robuste permettant de s'assurer que les personnes extérieures sont formées aux risques des installations sur lesquelles elles interviennent. En particulier l'exploitant s'attachera à traiter le cas où le plan de prévention est signé par une personne différente de l'agent qui intervient réellement sur l'installation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, PPAM – Formation / documentation – Suivi des connaissances
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. Sous-thème abordé : documentation – Suivi des connaissances
Constats : Le fichier support de la formation entreprises extérieures est daté du 12 juillet 2021. Le service HSE le remet à jour si nécessaire. Les participants ne sont pas testés sur le contenu des formations. Leur participation est enregistrée dans la liste des personnes extérieures formées. Dans la réponse à l'inspection du 21 novembre 2019, Titanobel informait l'inspection de la mise en place de test sous forme QCM à l'issue de la sensibilisation afin de s'assurer que les consignes avaient été comprises. Ce test n'a pas été mis en place. DEMANDE DE COMPLÉMENTS : L'exploitant devra se positionner sur la nécessité ou non de mettre en place un test sur le contenu de la formation et justifier les raisons qui ont conduit à ne pas réaliser les engagements pris.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Permis feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.</p> <p>Sous-thème abordé : SGS – Permis feu</p>
<p>Constats :</p> <p>Le SGS traite de la maîtrise des procédés et de l'exploitation des installations. L'inspection s'est attachée à vérifier la concordance entre plan de prévention et permis de feu.</p> <p>Le permis de feu est intégré au plan de prévention. Il est très peu détaillé : coche permis de feu, présence extincteurs.</p> <p>Il ne formalise pas la réalisation de certaines actions, notamment sur les aspects prévention du risque incendie.</p> <p>La surveillance 2 heures après la fin de l'intervention n'est, par exemple, pas tracée.</p> <p>NON-CONFORMITE : Le permis de feu doit définir la nature des travaux entrepris, les risques présentés, les conditions de l'intégration de ces travaux au sein des installations en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter. En particulier si une entreprise extérieure bénéficie d'un permis de feu, elle doit avoir connaissance des risques associés aux installations et connaître la conduite à tenir en cas d'accident. La zone d'intervention de l'entreprise extérieure doit respecter les consignes de sécurité définies par l'exploitant. La vérification du respect des consignes de sécurité doit être tracée.</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit également être effectuée par l'exploitant ou son représentant et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure. Ces vérifications doivent être tracées.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Opérations d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation – Surveillance travaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures. Sous-thème abordé : SGS – permis de feu - surveillance travaux
Constats : L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que la surveillance des travaux est effectuée mais n'est pas tracée. Le plan de prévention mentionne la nécessité d'une ronde de deux heures après les travaux. Cette vérification n'est pas tracée. NON-CONFORMITÉ : Les modalités de surveillance et de contrôles après travaux doivent être définies. Le permis feu doit notamment mentionner l'obligation de vérifier l'absence de points chauds et/ou d'autres signes d'anomalie (fumées, ...) après au moins deux heures après la fin des travaux, afin de s'assurer qu'il n'y a plus de risque de départ de feu. Cette vérification doit être tracée et conservée. Par ailleurs, après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant et le représentant de entreprise extérieure.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Opérations d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation – Habilitations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures. Sous-thème abordé : SGS – habilitation des entreprises sous-traitantes
Constats : L'exploitant ne dispense pas d'habilitation aux personnes des entreprises extérieures. La formation entreprises extérieures est nécessaire pour accéder au site (contrôle par l'agent d'accueil). Ce point n'appelle pas d'observation particulière, la nécessité de prévoir ou non certaines habilitations étant de la responsabilité de l'exploitant (se référer notamment au point de contrôle n°4).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Opérations d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation – MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : L'exploitant a identifié 13 MMR sur son site. L'exploitant a indiqué qu'aucune entreprise extérieure n'intervenait sur des MMR et que l'entretien et la maintenance étaient réalisés en interne. Dans la maintenance d'une MMR, il est pour autant mentionné qu'une vérification du matériel électrique, des protections foudre des bâtiments et du système de détection incendie associé au noyage doit être effectuée. L'entretien et la maintenance de ces équipements nécessitent l'intervention d'une entreprise extérieure. L'exploitant a indiqué que l'activité dans l'atelier concerné était arrêtée. DEMANDE DE COMPLÉMENTS : L'exploitant vérifiera et justifiera que l'ensemble des vérifications de bon fonctionnement, entretien et maintenance sont internalisées pour l'ensemble des MMR du site et confirmera qu'aucune MMR ne nécessite l'intervention d'une entreprise extérieure. Au besoin, la liste des MMR pourra être remise à jour ou mentionner les MMR qui ne sont plus opérantes si le procédé est à l'arrêt.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none">- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : La formation dispensée aux entreprises extérieures précise seulement certains points spécifiques du POI. L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que si une entreprise extérieure était présente lors d'un exercice, elle évacuerait de la même manière que les agents présents sur le site. Les exercices POI ne sont pas réalisés en phase travaux. Le personnel sous-traitant est sensibilisé à l'évacuation et à la sirène. DEMANDE DE COMPLÉMENTS : Il est demandé à l'exploitant d'effectuer un prochain exercice lors de l'intervention d'une entreprise extérieure afin de vérifier par sondage si les consignes de repli de chantier et d'évacuation (voire d'intervention) sont bien mises en œuvre.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Procédures maintenance sous-traitée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.</p> <p>Sous-thème abordé : procédures de maintenance sous-traitée</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de procédure spécifique pour les opérations sous-traitées. C'est la procédure PRS-01-03 qui encadre l'intervention d'une entreprise extérieure sur site. Ainsi, Le plan de prévention définit quelles sont les consignes à respecter par les sous-traitants.</p> <p>Par sondage, le plan de prévention de la société AUTOMAT SYSTEM a été examiné. Il a été signé par l'entreprise extérieure le 11 juillet 2022. Il reprend l'habilitation CACES et électrique fournis par la société AUTOMAT SYSTEM. Cette société est intervenu dans une zone contenant des matières dangereuses.</p> <p>L'inspection préalable et la signature du plan de prévention ont eu lieu le matin de l'intervention. Au vu de la zone d'intervention de la société AUTOMAT SYSTEM, la procédure PRS-01-03 prévoit la réalisation d'une inspection commune au minimum 3 jours avant l'intervention. Au vu de la situation examinée, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que l'organisation mise en place sur son site permet de garantir la sécurité vis à vis du risque majeur. En effet si des consignes particulières sont imposées, il paraît difficile que l'entreprise en ait connaissance le matin de son intervention.</p> <p>Sur cet exemple, le permis de feu n'est pas associé au plan de prévention alors qu'il est demandé.</p> <p>DEMANDE DE COMPLÉMENTS : Il est demandé à l'exploitant de revoir la procédure de maîtrise des risques (PRS-01-03) en spécifiant quelles actions, quel support documentaire et quel type d'intervention doivent être prévus en fonction des opérations réalisées.</p> <p>La réalisation de l'inspection commune préalable et de l'analyse préliminaire des risques le jour même de l'intervention doit être limitée à une liste de cas précis et simples.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet